Société

Tonnoy, village fermé à l'idée des centres fermés

La commune, qui héberge déjà des enfants, ne croit pas en l'efficacité des CEF.

Par Nicole GAUTHIER
mercredi 09 juillet 2003

Tonnoy (Meurthe-et-Moselle) envoyée spéciale

Ce lundi soir, il y a une centaine de personnes dans la salle des fêtes de Tonnoy, 635 habitants. Niché sur les bords de la Moselle, à 20 kilomètres de Nancy, le village est en émoi depuis qu'il a appris l'implantation probable dans son château, au coeur du village, de l'un de ces *«centres éducatifs fermés»* (CEF) censés épargner la prison à de jeunes délinquants récidivistes de 16 à 18 ans.

Ce n'est pas la première fois que l'installation d'un CEF suscite des réactions d'hostilité dans les villages concernés. Le conseil municipal de Saint-Denis-le-Thiboult (Seine-Maritime) a démissionné en guise de protestation dès l'annonce du projet ; celui de Sainte-Eulalie (Gironde), d'abord favorable à la structure, a changé d'avis après les premières fugues d'adolescents. «*Nous ne disons pas "pas de ça chez nous"»,* se justifie Patrick Grégoire, l'un des membres du «collectif» créé pour la circonstance. «*Nous ne sommes pas des obsédés de la sécurité, même si nous avons, nous aussi, nos 20 %* (20 % d'électeurs FN, ndlr). *Mais nous ne voulons pas supprimer ce qui existe aujourd'hui pour y mettre une structure qui n'apporte aucune réponse sérieuse au problème des mineurs délinquants multirécidivistes.»*

«Ghetto». Car aujourd'hui, le château de Tonnoy abrite un Centre éducatif et scolaire (CES), hébergeant une trentaine d'enfants de 5 à 14 ans. L'association gestionnaire, Réalise, a décidé de le fermer : «La tendance actuelle est de diminuer le nombre de placements en internat, au profit d'un meilleur accompagnement des familles», *argue Michel Houillon, le directeur général de Réalise, qui assure que la fermeture du CES n'a* «rien à voir» *avec l'ouverture probable, par la même association et au même endroit, d'un CEF.*

Toutefois, les habitants de Tonnoy n'en croient rien. *«Le CES est parfaitement intégré au village. Les enfants jouent au foot ensemble, certains sont scolarisés ici, on fête la Saint-Nicolas en commun. C'est une hérésie de nous enlever ça pour mettre en place un ghetto»*, plaide Patrick Grégoire. *«On n'attend même pas le bilan des premiers CEF ouverts»,* renchérit Jacques Koessler, autre responsable du collectif. «*Parce que, sans faire dans le sécuritaire, il faut bien admettre qu'accueillir des délinquants en plein milieu du village, ça va poser des problèmes. A la moindre difficulté, ces gamins seront stigmatisés»,* enchaîne Patrick Grégoire. Le conseil municipal du village a voté, à une voix près, contre le projet, estimant que Tonnoy n'a rien à gagner à l'échange, si ce n'est une image ternie *«au niveau du cadre de vie et du tourisme».* Deux élus ont démissionné, espérant, sans succès, en entraîner d'autres.

Folles rumeurs. Dans leur combat, les Tonnagiens ont obtenu le renfort d'une partie des personnels du CES, hostiles à sa fermeture : *«C'est un centre où les gamins sont bien, et pour lesquels l'implantation en pleine campagne est un atout»,* fait valoir Dominique Maj, éducatrice spécialisée. *«Nous demandons à ce que les millions engloutis dans le CEF (1) soient investis dans ce qui existe aujourd'hui en matière de prévention»*, ajoute Christian Zannier, représentant syndical Sud de Réalise.

Ainsi, en quelques jours, le projet de CEF a-t-il coagulé toutes les oppositions : hostilité au «tout sécuritaire», méfiances de villages soucieux de leur tranquillité, défense du CES défunt. Le mélange a pris, nourri des plus folles rumeurs : *«Le maire nous a dit qu'il y aurait des miradors avec des caméras de surveillance»*, assure un résident. En vain, Michel Houillon, le directeur général de Réalise, est-il venu à Tonnoy défendre le CEF. Il affirme que ce n'est pas «*un remake des centres de détention»,* mais *«un projet pédagogique, qui concerne des jeunes, pas des monstres, auxquels il s'agit d'éviter la prison».* Il dément les barbelés, la vidéosurveillance, les barreaux : *«Il y aura seulement, comme dans les maisons de retraite, un signal d'alarme, la nuit, sur les portes de sortie et des entrebâilleurs aux fenêtres».* Dialogue de sourds : *«Si le centre fermé est ouvert, à quoi sert-il* , interroge Patrick Grégoire. Le «collectif» vient de se transformer en «*Observatoire du centre éducatif fermé de Tonnoy»,* comme il en existe déjà un à Sainte-Eulalie.

>(1) Les travaux de rénovation devraient coûter 600 000 euros. Le prix de journée par mineur est de 610 euros dans un CEF, contre 200 dans un CES.

© Libération